

Peace River, qui accueillera les jeux et qui deviendra la ville hôte située le plus au Nord dans l'histoire des Jeux d'hiver du Canada. En remerciant l'Île-du-Prince-Édouard pour la merveilleuse hospitalité dont elle a fait preuve durant les jeux de cette année, j'invite les insulaires et tous les Canadiens à venir à Grande Prairie en 1995. Venez goûter à l'hospitalité du nord de l'Alberta.

\* \* \*

### LES CONTRÔLEURS DE LA CIRCULATION AÉRIENNE

**Mme Mary Clancy (Halifax):** Monsieur le Président, je demande au ministre des Transports d'ordonner immédiatement une enquête sur la situation à l'Aéroport international de Halifax et d'y affecter immédiatement un plus grand nombre de contrôleurs de la circulation aérienne.

La semaine dernière, cette tour de contrôle au personnel insuffisant a été fermée pendant deux heures par un contrôleur épuisé d'avoir travaillé pendant deux périodes de 16 heures en moins de deux jours. Ce contrôleur non identifié remplaçait un collègue malade.

Ce n'est pas lui qu'il faut blâmer. Il a agi d'une façon sage et responsable. Il est compréhensible qu'il n'ait pas pu résister à la fatigue pendant son deuxième quart de 16 heures. Il a pris la meilleure décision possible au point de vue de la sécurité en confiant ses responsabilités à la tour de Moncton. Cependant, on se demande ce qui serait arrivé si une situation d'urgence s'était produite à Halifax et ce qui arrivera à l'avenir si le personnel de la tour reste insuffisant.

On se demande aussi si le gouvernement n'a pas l'intention de vérifier si le bureau d'information de vol de Moncton ne devrait pas s'occuper de l'aéroport beaucoup plus fréquenté de Halifax. Les Néo-Écossais, cependant, ne sont pas prêts à croire qu'il existe une solution de remplacement adéquate à des contrôleurs installés sur place.

Les contrôleurs sont un élément essentiel de la sécurité aérienne et ils doivent avoir une place dans tous les grands aéroports qui accueillent des vols passagers. Les coupes dans le nombre des contrôleurs aériens, lesquelles ont commencé au milieu des années 80 et se sont poursuivies récemment sont..

**M. le Président:** La députée a dépassé son temps.

\* \* \*

### LA FONCTION PUBLIQUE

**M. Geoff Wilson (Swift Current—Maple Creek—Assiniboia):** Monsieur le Président, l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC) et son président, Daryl

### Article 31 du Règlement

Bean, ont réagi de façon virulente au récent budget fédéral qui limite les augmentations salariales dans la fonction publique à 3 p. 100 par an pendant les trois prochaines années.

«Absolument insensé», vitupère M. Bean qui menace de déclencher une grève et qui laisse entendre que les fonctionnaires pourraient défier toute loi de retour au travail.

S'agit-il bien de cette même AFPC qui a imposé un règlement fixant la hausse des salaires à 3 p. 100 pour des centaines de ses propres employés? Est-ce cette même AFPC qui, l'année dernière, a subi une grève de ses propres secrétaires et employés administratifs, grève qui a abouti à une augmentation de salaire de 3 p. 100?

Est-ce le même Daryl Bean prétentieux qui trouve juste pour l'AFPC de donner une augmentation de 3 p. 100 à ses employés et qui, du même souffle, traite d'absolument insensée l'intention du gouvernement du Canada de faire la même chose?

Quelle grossière hypocrisie! Il est temps que l'AFPC se dote d'une direction crédible, sérieuse et cohérente.

\* \* \*

### LES FORCES ARMÉES CANADIENNES

**M. Howard Crosby (Halifax-Ouest):** Monsieur le Président, plus de 100 membres des Forces canadiennes arrivent aujourd'hui à la BFC Shearwater, dans le comté de Halifax. Je suis sûr que tous les députés veulent se joindre à moi pour souhaiter la bienvenue à ces glorieux Canadiens qui rentrent au pays.

**Des voix:** Bravo!

**M. Crosby:** Il est temps que les parlementaires voient plus loin que l'événement lui-même. Ils doivent penser à l'avenir et au rôle assumé par nos forces militaires, au Canada comme à l'étranger. Je me permets de reprendre les paroles de sir Winston Churchill et je dis que si nous ne leur donnons pas les outils, nous ne pouvons pas nous attendre à ce qu'ils fassent le travail.

\* \* \*

### LES REVENDICATIONS TERRITORIALES

**M. Brian L. Gardiner (Prince George—Bulkley Valley):** Monsieur le Président, vendredi dernier, le juge en chef de la Cour suprême de la Colombie-Britannique a rendu sa décision dans l'affaire des revendications territoriales des *Gitksan Wet'suwet'en*.

Dans un jugement qui a infirmé plusieurs jugements importants rendus antérieurement, le juge en chef a déclaré que les *Gitksan Wet'suwet'en* n'avaient pas de droits ancestraux sur la région où ils vivent depuis des années.